

WHITFIELD, Teresa, *Friends Indeed ? The United Nations, Groups of Friends, and the Resolution of Conflict*, Washington, DC, United States Institute of Peace, 2007, 431 p.

David Ambrosetti

Volume 39, Number 2, juin 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/019203ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/019203ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ambrosetti, D. (2008). Review of [WHITFIELD, Teresa, *Friends Indeed ? The United Nations, Groups of Friends, and the Resolution of Conflict*, Washington, DC, United States Institute of Peace, 2007, 431 p.] *Études internationales*, 39(2), 317–320. <https://doi.org/10.7202/019203ar>

pitre, l'auteure tente de déterminer les effets de l'aide internationale dans le secteur des médias en retraçant le rôle de ceux-ci dans la démocratisation du Salvador. Quoique l'aide internationale ait contribué à une ouverture de la sphère publique, il n'en demeure pas moins que le Salvador est confronté à de multiples défis d'envergure dont le plus important est sans doute une tendance au contrôle monopolistique des médias. Finalement, Krishna Kumar aborde le cas innovateur de l'Afghanistan en se penchant sur l'établissement d'un réseau de radios communautaires. Fort optimiste, l'auteur en vient à conclure que l'établissement d'un réseau de stations communautaires indépendantes a été un succès non seulement en lui-même, mais aussi en tant que stimulus pour l'enracinement de la démocratie.

L'essence de *Promoting Democracy in Postconflict Societies* se situe probablement dans le dernier chapitre de l'ouvrage. Jeroen de Zeeuw et Luc van de Goor y proposent en effet une synthèse des conclusions tirées par les différents auteurs tout en fournissant une série de recommandations appuyées sur les différentes études de cas présentées. Par conséquent, cet ouvrage s'avère incontournable dans toute réflexion sur l'instauration, la promotion et la consolidation de la démocratie dans les sociétés en transition. Il se distingue de la littérature existante en ce qu'il réunit de nombreuses études de cas et qu'il se concentre sur trois aspects différents de l'aide internationale. De plus, les auteurs retenus sont des experts qui basent leurs analyses le plus souvent sur des entrevues et sur

des expériences de terrain. Cet ouvrage empirique et prescriptif sera donc particulièrement indiqué pour les praticiens et les responsables de l'élaboration des politiques d'aide internationale. À la lumière de cet ouvrage, cinq éléments apparaissent comme garants de succès : la coordination entre les différents acteurs, la planification, la collaboration, l'importance du local et des investissements planifiés sur le long terme. L'implantation de la démocratie est en effet une aventure de longue haleine parsemée de succès et d'échecs.

Alexandra TARDIF-VILLENEUVE

Programme Paix et sécurité internationales
HEI, Université Laval, Québec

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Friends Indeed ? The United Nations, Groups of Friends, and the Resolution of Conflict.

WHITFIELD, Teresa. Washington, DC, United States Institute of Peace, 2007, 431 p.

La prolifération d'acteurs engagés dans la résolution internationale des conflits armés est une caractéristique bien connue. Teresa Whitfield en présente une illustration documentée à travers cette étude systématique qui porte sur les groupes d'amis et autres groupes informels d'États ou de personnalités, constitués *ad hoc* dans le sillage des efforts déployés au Secrétariat et/ou au Conseil de sécurité de l'ONU pour la résolution des conflits. L'ouvrage vient ainsi s'ajouter à la liste des travaux récents de l'*US Institute for Peace*, qui vise à nourrir la connaissance pratique et l'intérêt public – en particulier auprès des

étudiants aux États-Unis et ailleurs – pour ce domaine d'action internationale. Fidèle à ce credo, Teresa Whitfield écarte les débats théoriques « macro » des relations internationales pour privilégier la restitution narrative – à partir de nombreux entretiens – des enjeux et difficultés concrètes rencontrées par les acteurs face à cette nouvelle pratique.

L'introduction de l'ouvrage souligne les caractéristiques majeures de ces microcoalitions, informelles et *ad hoc*, d'États ou d'organisations qui s'impliquent et apportent leur soutien dans la résolution de conflits et la mise en œuvre d'accords de paix, et qui ont été créées et reproduites une trentaine de fois à ce jour. Elles répondent à un objectif de « délégation » régionale des enjeux de sécurité collective, source de flexibilité et de coopération, mais aussi d'intérêts nouveaux qui viennent s'imbriquer avec les situations de conflits : les membres de ces groupes trouvent en effet dans leur participation un moyen d'influence régionale à moindre coût. Pour en mesurer les résultats, l'auteure souligne cinq facteurs à prendre en considération : 1) l'environnement régional : en la matière, ces groupes d'amis présentent l'intérêt majeur de permettre un engagement central et prolongé de représentants d'États ou d'organisations qui ne siègent pas au Conseil ; 2) la nature des belligérants eux-mêmes et leurs relations avec le Secrétariat de l'ONU et avec les membres de groupes d'amis, en particulier à l'égard de groupes rebelles ou sécessionnistes, qu'il est parfois difficile de traiter sur un pied d'égalité ; 3) la composition de ces groupes ; 4) la question du leadership

entre ces groupes, le Secrétariat et les États membres du Conseil de sécurité, qui a tantôt permis de surmonter les conflits d'intérêt entre les différents acteurs en présence, et tantôt aggravé ces conflits ; 5) les différentes phases du conflit dans lesquelles les groupes s'impliquent – dans la recherche d'un accord de paix, dans sa mise en œuvre ou bien à un stade plus précoce.

Le premier chapitre est consacré au contexte qui a conduit les secrétaires généraux de l'ONU – et en particulier Javier Pérez de Cuéllar au Salvador – à développer ce mécanisme comme un moyen d'acquiescer un rôle propre dans la prévention et la résolution des conflits armés face à une multiplication d'acteurs engagés dans ces « nouvelles » guerres et face aux réticences des membres permanents du Conseil d'accorder trop de poids à l'ONU.

Teresa Whitfield nous plonge dans ces contradictions diplomatiques à travers six chapitres couvrant chacun un cas d'étude approfondi (Salvador, Guatemala, Haïti, Géorgie/Abkhazie, Sahara occidental, Timor oriental) et un huitième chapitre évoquant plus succinctement les cas récents (Myanmar, Afghanistan, Angola, Chypre, Colombie, Somalie, RDC, Liberia et Sierra Leone, Soudan).

Le cas salvadorien (chap. 2) révèle combien la formule du groupe d'amis initiée par Alvaro de Soto (assistant de Pérez de Cuéllar) a permis un climat d'échange et une implication forte des ambassadeurs et même des présidents des quatre États membres du groupe. Une certaine cohésion extérieure a ainsi été atteinte –

en dépit des manœuvres dilatoires initiales des États-Unis – et a offert le climat d'échange et les garanties nécessaires pour que la volonté initiale des deux belligérants d'aboutir à une issue négociée soit conduite jusqu'à son terme, d'où le relatif succès de cette expérience. Le long conflit au Guatemala (chap. 3) a motivé une transposition du groupe d'amis du Secrétaire général pour le Salvador, avec des résultats mitigés, toutefois, du fait d'une configuration différente d'intérêts pour les États de la région et surtout de la spécificité des belligérants et des dynamiques complexes du conflit, qui renvoient aux structures du pouvoir étatique et économique au Guatemala. L'implication durable de la Norvège aux côtés du Secrétariat, avec la confiance des États-Unis, puis d'autres bailleurs de fonds, a toutefois contribué à la mise en œuvre – lente (15 ans) mais réussie – du processus de paix. En Haïti (chap. 4), les groupes d'amis se sont maintes fois transformés, mais leur fonction a pour l'essentiel consisté à réunir les soutiens au Conseil de sécurité et à peser sur les directions choisies au Secrétariat, et ce toujours en lien direct avec les bornes érigées par les États-Unis, voire avec leurs préférences du moment. Tantôt source de légitimité au Conseil de sécurité, tantôt moyen de contenir ce dernier, ces « amis » parfois très intrusifs et pas toujours impartiaux ont vu, comme l'ONU, leur crédibilité progressivement affaiblie auprès des Haïtiens, vu l'incapacité de ces acteurs internationaux à stabiliser le pays. Le cas de la Géorgie-Abkhazie (chap. 5) illustre les conséquences d'une rivalité géopolitique frontale entre puis-

sances régionales, c'est-à-dire entre la Russie et les États occidentaux en l'occurrence. Même si ces « amis » ont rapproché le Secrétariat des parties au conflit et ont institutionnalisé cette présence internationale malgré les fortes réticences initiales russes, ce fut avec le seul résultat de geler la situation contre tout risque de conflit ouvert, mais sans aucun progrès dans la recherche d'une solution politique durable. Au Sahara occidental également (chap. 6), les puissances régionales « amies » initialement réunies étaient très loin de l'idéal de désintéressement et de coopération, vu les fortes polarisations en présence, avant un recentrage sur les membres du Conseil de sécurité pour favoriser la discussion – sans grand enjeu stratégique ni grand succès. Le Timor oriental (chap. 7) a fourni l'exemple d'un *Core Group* permettant d'équilibrer les intérêts régionaux et d'attirer les soutiens extérieurs pour ouvrir la voie à un important déploiement de l'ONU accepté par l'Indonésie, mais échouant à maintenir le niveau de cohérence et d'engagement nécessaire à la stabilisation à mesure que le groupe s'élargissait et gagnait en poids, au détriment du Secrétariat. Le chapitre 8 montre bien que la multiplication de ces groupes, comme vecteur de coordination ou parfois par simple habitude bureaucratique, n'offre aucune garantie de succès, selon la détermination des voisins et des belligérants à faire cesser le conflit, et selon la stratégie des médiateurs, preuve d'un maintien de la paix onusien à géométrie variable.

Riche en informations, l'ouvrage s'adresse clairement à des publics désireux de toucher du doigt le travail

des acteurs de la résolution des conflits armés. Ce faisant, il montre l'intérêt de la recherche empirique dans ce domaine. Essentiellement nourrie d'entretiens couvrant de nombreux événements tirés d'un (trop ?) grand nombre de cas, cette recherche renseigne sur l'univers des diplomates en charge de conflits armés, leurs modes de pensée dominants, leurs dilemmes, etc. Le lecteur notera à l'occasion une sympathie claire en faveur de l'idéal onusien et une critique fréquente des pratiques « belligères » des États, États-Unis en tête. Le revers de la médaille en est une certaine fragilité des conclusions à prétention généralisable concernant les facteurs de succès ou d'échec des groupes d'amis. En effet, ces conclusions se fondent sur une restitution des événements inspirée des témoignages des protagonistes. Pointons ainsi tout le poids régulièrement accordé par l'auteure aux perceptions des acteurs, à leurs traits de caractère supposés, à leur interprétation parfois héroïque des choses, etc., malgré les risques de rationalisations *ex post* de ces souvenirs vieux de 10 à 20 ans. Les entretiens menés auraient mérité des enquêtes complémentaires dans l'environnement de ces personnes (documents officiels, analyse de la presse locale, entretiens avec des partenaires et surtout des rivaux dans les champs professionnels et politiques concernés), afin de les resituer dans leur parcours, leurs stratégies et leur positionnement social, professionnel et politique. Malgré cette nécessaire prudence liée à la méthodologie choisie, l'ouvrage n'en demeure pas moins très instructif.

David AMBROSETTI

ISP/CNRS, Université Paris X, Nanterre, France

Deux poids, deux mesures ? L'ONU et le conflit israélo-arabe. Une approche quantitative.

DE WILDE D'ESTMAEL, Tanguy et Michel
LIÉGEOIS. Louvain-la-Neuve, Presses
universitaires de Louvain/CECRI, 2006,
108 p.

Énoncer que le conflit israélo-arabe pourrait être traité selon « deux poids, deux mesures » est généralement interprété comme relevant d'une démarche militante anti-israélienne. Aussi bien, cette interrogation ne trouve-t-elle guère sa place dans la littérature savante puisqu'elle nécessite chez ceux qui la posent le courage d'affronter la désapprobation d'une communauté scientifique devançant en cela l'opinion publique occidentale dominante. En s'engageant dans ce débat nos auteurs ne manquent pas d'un certain courage qui va en contrepartie de pair avec la prudence de ne fonder leurs analyses que sur des données purement quantitatives.

Dans l'introduction de l'ouvrage, T. de Wilde d'Estmael et Michel Liégeois s'en expliquent : ils comptent sur « la rigueur empirique et l'honnêteté analytique » pour contrebalancer la « passion » qui anime la plupart des analystes du conflit israélo-arabe selon leur degré d'implication. S'agissant de la critique commune aux deux parties, disent les auteurs, consistant en la partialité de l'ONU en faveur de leur adversaire, ils vont donc, pour y voir plus clair, s'en tenir à l'exploitation de données quantitatives appropriées. Ainsi parviendront-ils notamment à mettre en lumière les évolutions de la politique onusienne vis-à-vis du conflit israélo-palestinien et à « débusquer les mythes » qui en altèrent la perception.